

Dossier CRAS - Juillet 2020

Juillet 2017 - Hambourg (Allemagne) diverses manifestations contre le G20



Au sommaire :

Page 2 à 7 - Hambourg juillet 2020 : Déclaration de Loïc Schneider au procès de l'Elbchaussee. Extrait du site a contretemps

A partir de la page 8 divers médias :

- ***Déchaînement policier contre les manifestants du G20 à Hambourg*** par James Cogan. Extrait du site World socialist web du 8 juillet 2017.
- ***Hambourg se réveille groggy et en colère après le G20*** par Nathalie Versieux envoyée spéciale du journal *Libération* du 9 juillet 2017.
- ***Le procès de Loïc Citation et 4 autres personnes s'ouvre le 18 décembre 2018.*** Article extrait de *Lundi-matin* du 19 décembre 2018.
- ***En Allemagne, le militant Loïc Schneider condamné à trois ans de prison.*** Article extrait du site *Reporterre* du 10 juillet 2020.



« Pas de police, pas de problème »



■ Hier, jeudi 9 juillet 2020, l'ensemble des accusés du procès de l'Elbchaussee – cinq hommes ayant participé aux affrontements contre une force policière démesurément déployée à Hambourg, le matin du 7 juillet 2017, à l'occasion de la tenue du G20 – étaient invités à parler une dernière fois devant le tribunal local. Il s'agissait des ultimes déclarations avant le verdict attendu le lendemain. Parmi les quatre co-accusés qui comparaissent aux côtés de notre ami Loïc Schneider, un seul a souhaité prendre la parole, brièvement, remerciant ses proches pour leur soutien dans cette longue épreuve. Loïc s'est ensuite exprimé durant une vingtaine de minutes. Comme lors de sa première déclaration, quinze personnes seulement ont été autorisées à entrer dans la salle d'audience, sous prétexte de limiter les risques sanitaires. Voici le texte complet de cette déclaration, lue en français par notre ami puis traduite en allemand par son interprète...



Ainsi, me menace-t-on de quatre ans et neuf mois de prison ferme avec mandat de dépôt. Dont trois années correspondent à des choses que je ne suis pas accusé d'avoir personnellement faites mais dont je suis rendu complice.

La plupart des gens ne sont pas fans du G20. Aucune manifestation pro-G20 n'a d'ailleurs eu lieu à Hambourg, sauf peut-être celle des 30 000 policiers qui ont décidé d'interdire toute circulation si vous n'êtes pas une voiture de police ou un véhicule de luxe transportant les participants au sommet.

En postant sur Youtube une Compile des violences policières du G20 de Hambourg de 15 minutes¹, j'ai vu, dans mes recherches, qu'Olaf Scholz, ancien maire de Hambourg, avait déclaré : « Ceux qui ont commis des actes de violence, ce ne sont ni les policiers, ni les organisateurs du sommet du G20 ». Puisqu'il suffit d'affirmer un mensonge pour qu'il devienne la vérité, sachez que je n'étais pas au G20 de Hambourg.

Je crois que ce procès irait beaucoup plus vite si l'accusation se limitait à ce que chaque individu est accusé d'avoir personnellement fait. Ces nouvelles notions de complicités et de « co-auteurs » qui permettent d'accuser de l'ensemble des choses qui se passent dans une manifestation sont des abus du pouvoir judiciaire. Une des revendications des révoltés de Hong Kong est « le retrait du terme "émeutiers" pour qualifier les manifestants car cette formulation permet des arrestations beaucoup plus nombreuses pour des motifs minimes ». La Chine était présente à Hambourg. Ce long procès est basé sur une même criminalisation des manifestations ainsi que

¹ <<https://www.youtube.com/watch?v=ifpVLMR-pfQ&feature=youtu.be>>

l'utilisation de la reconnaissance faciale. C'est à se demander si la « mainmise de Pékin » sur Hong Kong n'aurait pas déposé quelques doigts sur Hambourg.

Lors d'une manifestation, on n'a jamais accusé un policier d'une violence qu'un autre policier aurait réalisée. D'ailleurs, on n'accuse quasiment jamais de policier tout court. Il existe des réglementations sur l'usage de la force, mais lorsque la police ne respecte pas sa propre déontologie, aucun procès. Et je m'abaisse là sur le terrain des conditions purement legalistes. Car que l'on me matraque au crâne ou dans les règles de l'art de l'usage considéré comme légitime de la force, mon sentiment de révolte reste le même. Mon indignation ne s'arrête pas à l'appréciation anatomique de la violence subie.

Max Stirner écrivait : « Aux mains de l'individu la force s'appelle crime, aux mains de l'État, la force s'appelle droit ». Je crois que lorsqu'un usage de la force s'exprime, il doit être questionné dans chaque situation, et ne surtout pas devenir une normalité, un droit immuable.



Dans la situation du G20 de Hambourg, était-il légitime d'utiliser la force afin de défendre ce sommet ? Que serait-il passé s'il n'y avait eu aucun policier pour protéger le sommet du G20 ? Voici mon point de vue.

Si le G20 de Hambourg s'était tenu sans police, les personnes venues pour manifester contre ce sommet se seraient rendues à l'endroit où se tenait la réunion. Il n'y aurait pas eu d'affrontements car il n'y aurait pas eu de police. On aurait vu se confirmer ce vieux dicton de manifestation : « Pas de police, pas de problème. » Chaque structure urbaine symbolisant le capitalisme aurait été occupée. Les banques seraient devenues des lieux de trocs et de dons sans argent. Les panneaux publicitaires auraient été supprimés, libérant du temps de cerveau disponible. Lors de ce contre-sommet, on se serait divisé en plusieurs petites assemblées ou groupes. Comme des personnes de tous les continents étaient venues à Hambourg pour protester, une richesse abondante aurait émergé par les échanges et la diversité des avis. On se serait demandé quoi faire des dirigeants du G20 officiel. Certains auraient voulu les enfermer en prison mais un groupe de discussion « Abolition des institutions policières et carcérales » s'y serait opposé. Une personne aurait reproché à ces utopistes d'un monde sans police ni prison de vouloir le chaos. Quelqu'un lui aurait répondu : « En prison, la majorité des gens viennent des classes les plus pauvres, très peu viennent des classes moyennes et encore moins des classes les plus riches. Cela démontre que le fait de se retrouver en prison ne résulte pas d'un choix individuel, mais des conditions sociales et matérielles d'existence. Les solutions qui sont imaginées et expérimentées varient, mais elles ont toutes en commun l'idée d'agir pour réduire les violences et les souffrances dans la société, sans avoir besoin de faire intervenir la police. Ces solutions s'attaquent aux causes : en luttant contre la pauvreté, le mal-logement, l'exclusion sociale, et le racisme. »

La première prise de conscience aurait ensuite été de réaliser que l'ensemble des personnes qui venaient des différentes nations ne voulaient pas de l'armement atomique, qu'un même désir de paix émergeait des cœurs des différents peuples. Face à la multitude des problèmes que génère la centralisation du pouvoir, on aurait commencé à aller vers la nécessité de relocaliser et de s'auto-organiser en libres associations. Lorsque Trump se serait avancé après avoir attendu son tour de parole, on aurait remarqué qu'on avait complètement oublié de faire attention aux différents dirigeants du G20 officiel. On aurait alors acté un rapide texte intitulé « Abolition des dirigeants et tyrans », dont l'idée aurait été que chacun devienne son

propre maître, sans obéir ni se soumettre devant une quelconque autorité. Le texte se serait conclu sur cette citation d'Anselme Bellegarrigue : « Vous avez cru jusqu'à ce jour qu'il y avait des tyrans ? Eh bien ! Vous vous êtes trompés, il n'y a que des esclaves : là où nul n'obéit, personne ne commande. »

Il se serait alors passé quelque chose d'incroyable. Comme on aurait cessé de leur accorder une importance particulière, ces chefs d'État – que plus personne ne regardait comme tel – se seraient transformés. Ils auraient perdu ce pouvoir qu'on leur avait jusqu'à présent donné.

On n'aurait même plus reconnu Trump. Ce dernier aurait vu les traits autoritaires de son visage s'apaiser et serait devenu un poète. Méditant sur la frontière mexicaine, il aurait regardé en face l'histoire peu glorieuse de l'appropriation des terres du Mexique par les États-Unis. Dans une chanson « Des murs de mon cœur aux murs des frontières », qu'il aurait écrite, il appellerait à détruire le mur et rendre les terres au Mexique. Il aurait également redonné des grands territoires aux dernières communautés amérindiennes en s'excusant pour les projets de pipelines qu'il serait lui-même allé saboter après le G20. Comme il aurait laissé son avion luxueux à des groupes de musique afin qu'ils organisent des concerts à prix libre à l'intérieur, il aurait réalisé la traversée de l'Atlantique sur un grand voilier. Le voyage se serait fait au gré du vent. À son arrivée, sa voix serait devenue douce.

Macron aurait construit sa cabane dans les bois du Wendland, à une centaine de kilomètres de Hambourg. Inspiré par ce territoire qui a lutté contre un projet d'enfouissement de déchets nucléaires, il aurait décidé de ne plus voir les militants de Bure comme des malfaiteurs. Toute sa vie, il avait côtoyé le milieu des affaires, suivi les lobbies. Fatigué de jouer la comédie, ce contre-sommet du G20 l'aurait soulagé du poids du pouvoir. N'étant plus président de la France, il se serait laissé définir par le regard de l'écureuil. L'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes n'aurait pas eu lieu. Les zadistes avaient, en luttant sur le terrain, réussi à sauvegarder une zone humide du bétonnage d'un aéroport. La notion de propriété n'aurait plus eu de signification pour Macron quand il aurait appris que Vinci – cette multinationale qui vit au crochet de la société – voulait qu'on lui paye le prix de l'aéroport non-construit. L'argumentation qu'il avait préparée afin de légitimer l'expulsion n'aurait plus eu aucun sens à ses yeux. En effet, pourquoi mettre en avant qu'il s'agit de profiteurs qui ne payent pas d'impôts ? Il aurait su désormais qu'un seul riche qui pratique l'évasion fiscale est un parasite dix mille fois plus dangereux que ces quelques centaines de personnes bâtissant une utopie nouvelle qui tend vers l'autogestion. Les différents lieux de vies des Gilets Jaunes, rentrant en fédération, l'aurait aussi profondément touché. Aucun n'aurait été éborgné. Aucun n'aurait perdu de mains. Aucun n'aurait été tué. Aucun ne serait allé en prison.

La politique n'aurait plus été confinée dans le parlement. Le parlement serait d'ailleurs devenu un lieu où se dérouleraient des événements artistiques allant des concerts aux pièces de théâtre. Chaque semaine, des conférences s'y seraient tenues avec des survivants d'autres cultures et d'autres sociétés que la nôtre s'est autorisée à éradiquer afin d'apporter le progrès. Il y aurait aussi des témoignages de vie non-civilisationnelle, des micro-sociétés qui savaient prendre soin des forêts sauvages. On aurait alors décidé de quitter la civilisation industrielle capitaliste qui progressait vers l'extinction de toutes les espèces, y compris la nôtre. Il serait devenu évident pour tout le monde que ce n'était pas cool de dominer l'ensemble de la planète et d'imposer notre modèle économique destructeur. On aurait acté que la liberté d'un individu dépend de la liberté des autres individus. Qu'une société vertueuse, c'est celle qui laisse la possibilité à des millions d'autres d'exister. Sans dominer, prendre toute la place, tout contrôler et exterminer. Les personnes

auraient alors repris du pouvoir sur leur vie et commencé à agir localement. Macron aurait cessé de parler. Il se déguiserait afin de ne pas être reconnu et écouterait. De manipulateur des masses, il serait devenu contemplateur d'individus.

Le président Xi Jinping, après avoir lu *L'Évolution, la Révolution et l'Idéal anarchique* d'Elisée Reclus, aurait ouvert les immenses prisons en libérant les Ouïghours et toutes les minorités auparavant opprimées. Il aurait abandonné la reconnaissance faciale. Il n'y aurait pas eu de répression des manifestations à Hong Kong. Cette dernière, comme toutes les villes de Chine et du monde, serait devenue autonome et autogérée, voyant naître plusieurs petits quartiers se fédérant ou non par libre association.

Erdogan, comme tous les chefs d'état, aurait perdu son pouvoir, laissant de fait à la communauté kurde sa propre auto-détermination. Il n'y aurait pas eu d'assaut contre le Rojava. Et l'idéal de municipalisme libertaire de l'écrivain Murray Bookchin continuerait d'embraser les esprits dans la région et au-delà.

La Russie n'aurait pas torturé des anarchistes.

L'Allemagne aurait arrêté de vendre des armes.

L'Arabie-Saoudite aurait arrêté de bombardier le Yémen.

L'Angleterre, les USA, la Russie, la Chine et la France qui sont les cinq plus gros trafiquants d'armes, auraient arrêté d'en produire et d'en vendre.

Et tant d'autres merveilleuses choses que j'oublie ou ne peut pas imaginer, car il faut laisser aux situations révolutionnaires le soin de faire naître les utopies. Reconnaître que la personne que l'on est aujourd'hui est moins bonne que celle qui se lèvera demain. Et ainsi, quittant l'orgueil conservateur, marcher pas à pas sur le chemin de la perfection, sans jamais s'arrêter.



L'immense majorité des concitoyens, par le paiement des taxes, participe au développement des usines d'armement ainsi qu'à l'existence de la police et de l'armée. Des armes de guerre, des policiers qui mutilent, des soldats qui tuent. Pourquoi construire des armes, pourquoi les vendre, pour qui ? La France fournit des armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, pays engagés dans le conflit au Yémen. Avec plus de 230 000 morts, ce conflit est qualifié de « pire catastrophe humanitaire au monde » par l'ONU. Sans vouloir faire de hiérarchisation des souffrances, je crois que l'ONU se trompe. Il y a une catastrophe humanitaire plus grave qui se déroule au Congo RDC depuis des décennies avec le trafic d'armement et l'exploitation des minerais. Ces vingt dernières années, on y estime un génocide de 6 à 10 millions de personnes. Selon Amnesty International, 40 000 enfants travaillent plus de dix heures par jour pour extraire le cobalt qui est utilisé dans les entreprises comme Microsoft, Apple ou Samsung. Ces multinationales devraient être accusées de complicité de génocide. Il y a plus de preuves que dans ce procès.

Voici une citation du livre *Pédagogie et révolution*, de Grégory Chambat : « Le but du "Musée du travail" est d'exposer aux yeux de tous l'histoire et l'organisation du travail, de l'extraction des matières premières à la vente des produits finis, avec chiffres de production, prix de revient et valeur de la plus-value tirée de l'exploitation du travail à l'appui. Le résultat ne ferait aucun doute : "Ces muettes leçon ne seront-elles pas plus éloquentes que les vaines clameurs révolutionnaires à quoi s'essoufflent les orateurs d'estaminet ? [...] Qu'on se représente l'effet d'une pareil leçon de choses, l'intensité d'agitation, l'extraordinaire crise que

déterminerait en même temps chez tous les travailleurs, la conviction que le mal social est partout le même.” »

Le problème des grands mouvements politiques est qu’il y a toujours cette réflexion d’atteindre le plus de monde, de faire masse. Les personnes commencent par réfléchir au niveau stratégique avant d’écouter leur cœur. Leurs paroles sont creuses et ne font plus vibrer personne. Il faut parler aux individus, pas aux masses. La masse n’existe pas, elle ne doit pas exister. Je suis inquiet de voir la politique écologiste institutionnelle gagner du terrain en faisant toujours plus de compromis, proposant des transitions énergétiques qui ne sont rien d’autre que du capitalisme vert. Intéressons-nous à l’origine de chaque objet, sa construction, dans quelles conditions. Les panneaux solaires sont construits par l’exploitation des ressources et des êtres humains en Afrique. L’assemblage passe par la Chine et d’autres usines asiatiques aux conditions déplorables. Ce sont en plus des matériaux polluants et la construction – car c’est un business – est victime de l’obsolescence programmée imposée par notre système économique. Les mêmes problématiques entourent les batteries électriques et les éoliennes industrielles. Le documentaire *Planet of the Humans*, bien qu’il puisse être critiquable, permet de creuser ce sujet trop souvent ignoré.

Il ne peut pas y avoir d’écologie avec le capitalisme.

Il ne peut pas y avoir de réforme du capitalisme.

Nous pouvons décider de bâtir dès maintenant des multitudes d’utopies sur les ruines du système économique à l’agonie. Il faut être efficace et donc entraver la course folle avec nos corps et nos actes.

Ayons un impact là où des projets destructeurs s’établissent, là où des multinationales détruisent des forêts, là où des projets nucléaires compromettent les générations futures pour des millénaires, là où les puissants de ce monde se regroupent. La radicalité de nos actions doit être à la hauteur du désastre.

Pour terminer : toute personne se repliant dans un univers spirituel afin de se reconforter, se rassurer, participe à laisser se faire la destruction de la « création ». Une destruction orchestrée par notre civilisation industrielle capitaliste. Une civilisation comme il en a existé et il peut en exister des millions (ainsi que d’autres formes de société non-civilisationnelle.) Nous sommes actuellement dans la pire, car elle compromet la possibilité pour toutes les autres et pour elle-même d’exister. Imaginons un instant qu’il existerait effectivement un « dieu », que ce dieu nous aurait mis sur Terre et non directement au paradis afin de nous laisser le choix de le suivre ou pas. La première des missions – quelle que soit votre croyance – serait de se battre pour que perdure cette liberté, cette création.

Je suis heureux, parce que j’ai pu dire ce que j’avais sur le cœur sans me restreindre à cause de la peur de la peine ou des conseils stratégiques de mes avocats. Je suis fier d’avoir participé aux manifestations contre le G20, sommet où se sont regroupés les plus grands trafiquants d’armes du monde. Rien n’est encore perdu, chaque instant est à sauver.

Deux citations pour conclure. L’une est d’Henri David Thoreau : « Ainsi, tout malheur n’est qu’un tremplin vers le bonheur. » Et l’autre, de Nelson Mandela, a propos de la prison : « Un homme qui prive un autre homme de sa liberté est prisonnier de la haine, des préjugés et de l’étroitesse d’esprit. »

Merci.

Loïc SCHNEIDER,
Hambourg, le 9 juillet 2020.



■ ... Ce matin, vendredi 10 juillet 2020, Loïc Schneider s'est vu condamner par le tribunal régional de Hambourg à une peine de trois ans de prison. Les quatre co-accusés ont écopé de peines d'un an et cinq mois de prison avec sursis pour l'un, d'un an et trois mois de prison avec sursis pour l'autre et de vingt heures de travail pour atteinte à la paix publique pour les deux derniers. D'ici, nous exprimons notre entière et totale solidarité aux condamnés, et particulièrement à Loïc Schneider pour son courage et sa détermination. On pourra lire en complément de sa fière déclaration le reportage – « En Allemagne, le militant Loïc Schneider condamné à trois ans de prison »² – que lui a consacré, ce jour, *Reporterre*, et visiter le blog « La neige sur Hambourg »³ dédié à son juste combat. Liberté pour Loïc !

– À contretemps –

– À contretemps /Odradek/juillet 2020 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article795>]



AC

² <<https://reporterre.net/En-Allemagne-le-militant-Loic-Schneider-condamne-a-trois-ans-de-prison>>

³ <<https://laneigesurhambourg.noblogs.org/>>

<https://www.wsws.org/fr/articles/2017/07/hpol-j08.html>

World Socialist Web Site

Publié par le Comité international de la Quatrième Internationale (CIQI)

Déchaînement policier contre les manifestants du G20 à Hambourg

Par James Cogan

8 juillet 2017

Juste après 19h20 jeudi, les autorités allemandes ont ordonné une agression policière brutale contre une manifestation d'opposants au sommet des dirigeants du G20, qui a commencé officiellement hier à Hambourg. Plusieurs heures après les affrontements, des chiffres n'ont toujours pas été divulgués sur le nombre de personnes blessées ou arrêtées.

On estime que 120 000 personnes doivent se rendre à Hambourg depuis toute l'Allemagne et d'autres régions d'Europe pour exprimer leur opposition à l'austérité, aux mesures anti-réfugiées, au nationalisme et au militarisme qui caractérisent les politiques de tous les gouvernements et des élites dirigeantes des 20 plus grandes économies du monde.

La manifestation de jeudi, l'une des premières parmi les dizaines prévues au cours du G20, a été intitulée « Bienvenue en enfer ». Elle a été organisée pour coïncider avec une réunion secondaire à l'hôtel Atlantic proche du G20 entre le président américain Donald Trump – une figure méprisée en Europe – et la Chancelière allemande, Angela Merkel.

La violence lors de cet événement a été provoquée par la police.

Alors que quelque 10 000 manifestants se réunissaient dans le district portuaire de Hambourg vers 18 heures, *Deutsche Welle*, la radio publique allemande, a signalé que son correspondant, Max Hofmann, « dit que l'ambiance de la manifestation "Bienvenue en enfer" est celle d'une grande réunion familiale ». Hofmann a commenté : « Si vous cherchez un dénominateur commun ici, c'est l'anticapitalisme, l'antimondialisation et, bien sûr, anti-Donald Trump ». Le rassemblement était pacifique et, en tout cas, avait un caractère de fête.

La police a néanmoins utilisé la présence dans la manifestation de quelque 800 à 1000 membres des anarchistes du *Black Block*, dont certains masqués, pour empêcher les manifestants de marcher dans la ville comme prévu. Après qu'ils aient avancé d'à peine 300 mètres, des dizaines de véhicules et des lignes de la police antiémeute ont bloqué leur chemin et ont demandé que les éléments anarchistes enlèvent leurs masques. Quand certains ont refusé, et ont jeté des pierres et des bouteilles sur des journalistes et la police, le déchaînement de l'État a été lancé.

Des scènes de confusion et de panique ont suivies. Un manifestant qui a refusé d'être nommé a déclaré aux correspondants de *Bloomberg* : « Nous étions là et la police a soudainement bloqué la marche. À un moment donné, nous avons entendu un bruit fort et tout le monde a commencé à courir. C'est dommage. »

Les séquences vidéo publiées par les participants montrent que des sections de la manifestation ont été agressées avec des canons à eau et des gaz lacrymogènes, puis ont été entourées par des formations en tortue des policiers anti-émeutes avec boucliers et bâtons.

L'un des 100 avocats bénévoles qui étaient disponibles, Matthias Wisbar, a déclaré à *Der Spiegel* que le service juridique d'urgence créé pour assister les manifestations du G20 a reçu « des centaines » d'appels de personnes blessées ou arrêtées. Les résidents du quartier avec de jeunes familles se sont plaints que la violence les obligeait à quitter leur maison par crainte.

Alors que de petits groupes d'anarchistes se livraient à des batailles avec la police, ont incendié certains véhicules, et ont commis des actes de vandalisme, la plupart des manifestants se sont retirés et se sont rassemblés à nouveau plusieurs heures plus tard pour une manifestation tout à fait pacifique à un autre endroit.

Les actions de la police semblent avoir été un test de leurs tactiques anti-émeutes, avant les éventuelles attaques contre les manifestations plus importantes qui auront lieu aujourd'hui et samedi, ainsi qu'une tentative calculée d'intimider les gens pour ne pas les rejoindre.

Le prétexte à l'attaque de la nuit dernière et aux futures opérations de police avait été donné bien à l'avance. Quelque cinq heures avant de bloquer la manifestation, le porte-parole de la police de Hambourg, Timo Zill, a déclaré aux journalistes : « Les manifestants militants qui commettent des violences ne sont pas protégés par l'article 8 » – de la clause dite de « liberté de réunion » dans la constitution de l'Allemagne. Zill inclut dans sa définition des « violences » les manifestants qui se « déguisent ».

Les organisateurs des manifestations ont réagi à ces déclarations avec un appel explicite à la police pour qu'elle ne provoque pas un incident. L'un d'eux a dit à *Der Spiegel* que si « la police n'exploite pas la présence de chaque manifestant masqué ou pétard ici ou là pour faire dégénérer la situation, la manifestation se terminera pacifiquement. »

La police procéda exactement à la façon contraire.

Les manifestants ont dénoncé l'atteinte à leur droit de manifester. Mark Meyer, un autre avocat bénévole a déclaré à *CNN* : « La police a voulu écraser et détruire cette manif depuis le début. » Julia, 27 ans, de Francfort, a déclaré : « Si c'est tout ce que nous pouvons faire [...] montrer simplement notre opinion et faire une déclaration, et si les forces de l'État nous font taire rien que pour ça [...] Je veux dire : dans quel genre d'état vivons-nous ? »

Le sommet du G20 dans son ensemble a été utilisé par l'État allemand pour faire une répétition de la mise d'une zone urbaine majeure sous ce qui ne peut être qualifié que d'occupation par la police. On estime que 20 000 policiers et quelque 3 000 véhicules, réunis à travers le pays, ont été déployés dans Hambourg – la deuxième plus grande ville d'Allemagne, avec une population d'environ 1,7 million d'habitants.

Les unités spéciales paramilitaires lourdement armées, telles que les groupes de tireurs d'élite, sont déployées à des emplacements clés dans et autour des sites où les événements du G20 devraient avoir lieu. Tout l'accès à ces zones a été interdit, à l'exception des résidents des quartiers. Les hélicoptères sont presque continuellement dans l'air, effectuant une surveillance aérienne.

L'occupation de la ville a impliqué le suivi en gros des mouvements populaires dans les opérations combinées de police et de renseignements en Europe. La police de Hambourg a admis que les manifestants ont été suivis alors qu'ils se rendaient dans la ville, au moins en provenance de la Scandinavie, de la Suisse et de l'Italie.

Le recours à des formes de pouvoir toujours plus autoritaires est un processus universel dans ce qui a été naguère loué comme les « démocraties occidentales ».

Des mobilisations similaires de la police et des États ont accompagné les sommets du G20 au cours de la dernière décennie dans des villes comme Londres, Pittsburgh, Toronto, Séoul, Cannes et Brisbane. La suppression des manifestations a entraîné la mort de plusieurs personnes et des arrestations et, à Londres en 2009, un manifestant a été tué par les policiers.

(Article paru d'abord en anglais le 7 juillet 2017)

https://www.liberation.fr/planete/2017/07/09/hambourg-se-reveille-groggy-et-en-colere-apres-le-g20_1582691

Hambourg se réveille groggy et en colère après le G20

Par [Nathalie Versieux, Envoyée spéciale à Hambourg \(Allemagne\)](#) — 9 juillet 2017 à 18:19



Des habitants nettoient les façades taguées d'un supermarché de Hambourg dévasté pendant le G20. Photo Christof Stache. AFP

Vitres brisées, distributeur de billets et parcmètre hors d'usage, mobilier urbain en ruine... Le quartier de Schanzenviertel a été dévasté par les casseurs en marge du G20 qui se tenait vendredi et samedi dans la ville allemande.

Hambourg a la gueule de bois. Les hélicoptères ont cessé de vrombir au-dessus de la ville allemande après trois jours de quasi-état d'urgence. [Le bilan du sommet du G20 est mitigé](#). La rencontre, émaillée de graves violences entre forces de l'ordre et extrême gauche, a débouché sur plusieurs compromis annonciateurs de tensions à venir autour du climat ou du commerce mondial.

A Hambourg, les habitants soufflent. Mais dans le quartier du Schanzenviertel, à quelques centaines de mètres du centre des congrès où s'est tenu le G20, on est loin du retour à la normale. De nouveaux heurts y ont éclaté samedi soir entre forces de l'ordre et casseurs. Les rues de ce quartier alternatif, aux façades et aux portes cochères couvertes de tags et de graffitis, peinent à retrouver le calme. Armés de balais, les habitants déblaient des monceaux de verre brisé, entassent les pavés arrachés aux trottoirs et portent vers d'immenses conteneurs déposés par les services de la voirie vélos calcinés et restes de bancs et tables des terrasses de café.

Deux poireaux abandonnés à la caisse

A l'angle des rues Schulterblatt et Eiffelstrasse, le goudron calciné témoigne là aussi du passage des casseurs, qui ont incendié des barricades. Maria a les yeux rougis de fatigue. Samedi, cette avenante Portugaise de 45 ans a comme tous les matins enfilé son tablier fleuri et ouvert son échoppe de sandwiches chauds face au [centre culturel alternatif Rote Flora, le haut lieu de la contestation contre le G20](#). Mais elle a passé la nuit sans dormir, recluse et terrorisée, dans sa boutique. «*Ils n'ont rien cassé !*» A quelques rues de là, les sept salariés du supermarché Rewe, abattus, montent la garde devant les ruines de leur magasin. La grille de métal de la supérette a été forcée, les vitres brisées. Il ne reste plus un article dans les étalages du magasin pillé et calciné. Deux poireaux ont été abandonnés à la caisse. Pour les sept vendeurs aux contrats précaires, le G20 risque bien de les mettre au chômage.

Helge, un psychologue de 49 ans vit dans le quartier depuis vingt ans. «*Ça a commencé vendredi avec les barricades vers 21h30. Et il a fallu attendre au moins deux ou trois heures avant que la police intervienne, raconte-t-il avec colère. Les flics, ils protègent les gens du G20. Mais ils nous ont complètement abandonnés. Ceux qui ont fait ça, ils venaient de toute l'Allemagne, et de l'étranger. Ça parlait italien, anglais... Ici, on a l'habitude des 1^{er} Mai musclés. Mais ça, on n'avait jamais vu. Le G20 a attiré les casseurs.*» Des casseurs qui ont choisi avec soin leurs cibles «*capitalistes*». Dans le Schanzenviertel, plus un distributeur de billets ou un parcmètre ne fonctionne, et le mobilier urbain est en ruines.

«Ils auraient dû s'attaquer aux quartiers des riches»

Hambourg, réputé ouvert et tolérant, est sous le choc. Jusqu'au pillage des magasins, l'opinion était plutôt du côté des manifestants, comme en témoignent les draps peints accrochés aux façades de très nombreux immeubles de la ville. Les déclarations de certains leaders du mouvement local d'extrême gauche – comme Andreas Beuth, avocat et pilier de la scène autonome autour du Rote Flora – ont renforcé le malaise. Beuth a visiblement du mal à se positionner face à l'explosion de violence des dernières nuits. «*Ils auraient dû s'attaquer aux quartiers des riches, à Blankenese ou Pöseldorf. Ici, on a du mal à comprendre qu'ils s'en soient pris à leur propre quartier, à leurs magasins, là où nous, les autonomes, nous vivons et faisons nos courses.*»

A l'heure des bilans, se pose plus que jamais la question de savoir si les résultats obtenus à la table des négociations justifient les sommes engagées (plus de 300 millions d'euros pour l'organisation du G20) : plus de 200 policiers blessés et près de 300 arrestations, sans compter les dégâts matériels considérables liés aux échauffourées.

Angela Merkel, saluée par ses hôtes pour ses talents de modératrice, est parvenue à éviter l'isolement total des Etats-Unis que redoutaient les puissances occidentales. Mais à Hambourg, il n'y a guère que la lutte contre le financement du terrorisme qui a fait l'unanimité. Le compromis de façade arraché sur le commerce international (qui d'un côté réaffirme la lutte contre le protectionnisme et de l'autre autorise à se défendre contre les pratiques commerciales déloyales) promet de futurs bras de fer entre Américains, Chinois et Européens. Tout comme le supposé front uni des 19 sur l'accord de Paris sur le climat, qui isole les Etats-Unis mais qui commence d'ores et déjà à se fissurer. Dimanche, la Turquie d'Erdogan a menacé à son tour de ne pas ratifier l'accord de Paris et

Emmanuel Macron promet une nouvelle réunion climat pour le 12 décembre à Paris. A trois mois des élections, le bilan du G20 s'est invité dans la campagne électorale allemande.



<https://lundi.am/Ouverture-du-proces>

G20 de Hambourg - Appel à actions et rassemblements

Le procès de Loïc Citation et 4 autres personnes s'ouvre le 18 décembre

paru dans [lundimatin#170](#), le 19 décembre 2018

Nous avons déjà parlé [dans nos colonnes du parcours politique et judiciaire tristement incroyable de Loïc Citation](#). Le voici dorénavant enfermé dans les geôles allemandes dont on apprend ici qu'elles vous mettent à l'isolement si vous donnez à manger aux oiseaux. Nous relayons cet appel parce que s'ouvre, à partir du 18 décembre, le procès de cinq personnes arrêtées pour leur participation supposée aux manifestations contre la tenue du G20 à Hambourg, en juillet 2017. « Vu d'Hambourg, ce procès s'annonce retentissant. Parce que cette balade matinale sur la Elbchaussee est perçue comme le pire affront subi par les organisateurs du G20. Parce que les moyens policiers déployés depuis un an et demi ont été massifs et qu'ils appellent des résultats. Parce que les termes de l'accusation tentent d'éluder le contenu politique des protestations pour laisser croire à une bande criminelle organisée. »

Des prisons allemandes

Nous pensions que les prisons françaises excellaient en matière d'absurdité kafkaïenne. Nous voilà détrompé.es ! L'administration pénitentiaire allemande semble bien en mesure de leur faire la leçon. Depuis son arrivée à la taule centrale de Hambourg, notre ami subit quotidiennement l'arbitraire d'un règlement où l'opacité le dispute à l'invraisemblable. Un exemple. Le mois dernier, Loïc a été puni d'une heure d'isolement parce qu'il donnait du pain aux oiseaux venus siffler un air de liberté aux barreaux de sa fenêtre. Le pain, paraît-il, rendrait malade les maigres volatiles. Mais les bons sentiments des matons ne les ont guère pousser à retirer les lames aux barbelés qui partout hérissent les murs de la prison et sur lesquels gisent les cadavres de moineaux malchanceux.

'Bien que ce fut la punition la plus absurde et la plus méchante de ma vie, je n'ai pas pu m'empêcher de rire', écrit Loïc dans l'une de ses lettres.

Le reste est à cette image. Chaque acte, chaque jour entre ces murs, est marqué du sceau de la bêtise bureaucratique. Depuis son extradition le 6 octobre, Loïc se trouve dans le bâtiment réservé aux détenus étrangers, c'est-à-dire à ceux qui ne parlent pas allemand. Et dans ce bâtiment, bien sûr, aucun surveillant ne parle une autre langue que l'allemand. Ses affaires personnelles sont restées

bloquées durant des semaines. 25 jours avant de recevoir le moindre vêtement. Un mois et demi pour obtenir quelques uns de ses livres parmi lesquels, nous l'espérons, des dictionnaires et une méthode d'allemand.

Les livres, parlons-en. Pour qu'il les reçoive, ceux-ci doivent être neufs. L'administration recommande de les acheter sur Amazon mais accepte toutefois les colis d'une librairie de la ville. Et pour chaque ouvrage, le prisonnier doit obtenir une autorisation spécifique. Sans cela, le livre entre en prison et file directement au grenier où il l'attendra jusqu'à sa sortie. Malgré ces précautions, certains livres se perdent en route. Sûrement dorment-ils au côté de la partie du courrier qui n'est jamais délivrée ou expédiée... Cette autorisation, 'Anfrage' en german, est le sésame qui régit la vie des taulard.es. Il faut remplir un papier pour tout. Et le papier, il faut le remettre au surveillant au réveil, c'est-à-dire à 6h45 du matin. Ensuite, c'est trop tard pour le reste de la journée. C'est qu'il faut bien inculquer la discipline matinale aux repris de justice.

Seul en cellule 23 heures par jour, Loïc n'a droit qu'à deux heures de parler par mois (hormis les rencontres avec ses avocats). Et là encore, la taule fait preuve d'ingéniosité pour humilier les êtres et contraindre les corps. Trois personnes sont autorisées à le voir mais elles n'iront pas seules. Dans le box aseptisé où une longue table empêche les étreintes se trouvent deux mouchardes, une interprète francophone et une flic connaissant parfaitement le dossier. Un mot au sujet du G20 ou de sa future ligne de défense et s'en est fini de la visite. Difficile de savoir ce qui relève du traitement habituel et ce qui est particulier à sa situation mais il semble que la dureté de ces conditions, comme celles de toutes les autres prisonnières du G20, ne soit pas sans lien avec le caractère politique des faits qui lui sont reprochés. Comme leur gouvernement, leurs juges et leurs flics, les matons hambourgeois n'ont toujours pas digéré les journées émeutières de juillet 2017 [1].



Malgré cela, Loïc tient bon et il garde le moral. Si l'incarcération le bouleverse c'est parce qu'il constate à tout moment qu'elle n'est qu'une machine à broyer les âmes et soumettre les corps, un outil de vengeance au service de la justice classiste et raciste.

'Je n'ai pas de mots pour décrire la souffrance de toutes ces âmes qu'on enferme dans l'indifférence, écrit-il. La prison est une horreur et si elle persiste c'est grâce aux préjugés. On n'éveille malheureusement pas la flamme de la révolte en écrivant « Feu aux prisons » mais en amenant les consciences de chaque individu à cette conclusion.'

Désormais notre ami est déterminé à préparer sa défense pour le procès fleuve qui s'ouvrira le 18 décembre. La justice allemande prévoit une trentaine de journées d'audience jusqu'au mois de mai prochain ! Quatre autres jeunes comparaîtront aux côtés de Loïc, tous âgés de moins de 25 ans, dont deux étaient mineurs au moment du G20 de Hambourg. Ceux-là n'ont pas été incarcérés jusqu'alors. Les deux autres, en revanche, viennent de subir les aléas de cette justice qui traite comme des pions celles et ceux qu'elle dit être ses ennemis. Après six mois de détention et alors que tout porte à croire qu'ils se présenteront à leur procès, les deux jeunes originaires de la région de Francfort ont été libérés. Deux heures plus tard, le parquet faisait appel et leurs avocats leurs

conseillaient de revenir d'eux-mêmes dans les cages de l'État. Sans doute espéraient-ils que leur bonne volonté serait récompensée mais l'appel a confirmé depuis leur maintien en détention.

Cinq personnes comparaitront donc dans ce procès de la Elbchaussee - du nom de l'avenue d'un quartier bourgeois de la ville, méthodiquement saccagée à l'aube du 7 juillet 2017 [2] par des centaines de rebelles tout de noir vêtus. La plupart sont accusées d'avoir simplement pris part à cette manifestation et, pour cela, l'État compte réclamer à leur encontre plusieurs années de taule.

Si le dossier est vaste, il est principalement composé de centaines de pages de descriptions des dégâts et de dizaines d'heures de vidéos directement fournies à la police par les bon.nes citoyen.nes hambourgeoi.ses. Quant aux 'preuves', elles sont pour bon nombre d'un nouveau genre (technologies de reconnaissance faciale, profil de démarche, corrélation hasardeuse entre des images prises à des endroits et moments différents etc.) et il leur reste à démontrer qu'elles tiendront devant un tribunal.

Appel à rassemblements

Vu d'Hambourg, ce procès s'annonce retentissant. Parce que cette balade matinale sur la Elbchaussee est perçue comme le pire affront subi par les organisateurs du G20. Parce que les moyens policiers déployés depuis un an et demi ont été massifs et qu'ils appellent des résultats. Parce que les termes de l'accusation tentent d'éluder le contenu politique des protestations pour laisser croire à une bande criminelle organisée. Par ailleurs, les accusés étant jeunes, il y a un fort risque que la Cour décide de faire son sale travail à huis clos. Pourtant, ni les principaux concernés ni leurs avocats ni même le procureur ne souhaitent un tel dispositif. L'audience du 18 décembre sera d'abord consacrée à trancher cette question technique. Il est donc possible que ce soit là la seule occasion de voir nos amis et compagnons et de leur manifester notre soutien.

Quoiqu'il en soit, il ne fait plus aucun doute que ce procès sera celui de tous les 'troubles' survenus dans la cité portuaire à l'occasion de la réunion de tous les puissants de cette planète. Quelques personnes risquent aujourd'hui de lourdes peines mais c'est l'ensemble de nos mouvements qui sont attaqués. L'objectif est clair. Il s'agit de criminaliser toutes les formes de contestation de l'ordre néolibéral, de nous faire passer le goût des sommets internationaux pour qu'enfin les exploiteur.euses de tous poils puissent ripailler en toute sérénité au cœur même de nos villes.



Que ce procès se fasse à huis clos ou en public, il faut qu'il soit partout l'occasion de porter haut et fort notre parole de résistance, celle de notre ami aujourd'hui enfermé entre leurs murs. Les seul.es criminel.les que l'on ait vu dans les rues de Hambourg en juillet 2017, ce sont celles et ceux qui se sont réuni.es à nouveaux à Buenos Aires ces jours-ci, qui iront à Davos au mois de janvier et

Biarritz l'été prochain. Celles et ceux qui partout s'organisent pour détruire nos vies, planifier nos futurs et administrer le désastre qu'ils s'emploient à accentuer.

C'est pourquoi nous appelons à organiser partout des rassemblements en soutien à Loïc et autres inculpés du G20, le 18 décembre prochain et n'importe quand durant les prochains mois.

À Hambourg, les camarades prévoient d'être présent.es devant le tribunal chaque jour de procès. Des manifestations et rassemblements sont déjà prévus dans plusieurs villes allemandes ainsi qu'à Nancy et Paris.

Qu'il s'agisse de projections, de débats, de discussions, de lectures de poèmes autour d'un vin chaud ou de blocages devant les tribunaux, toutes les mobilisations sont importantes. Il s'agit de nous retrouver et de ne pas laisser la justice faire son travail de répression dans l'indifférence.

Seul.e.s quelques-un.e.s sont enfermé.e.s, mais nous somme tou.te.s visé.e.s !

Liberté pour Loïc !

Comité de soutien transfrontalier

En Allemagne, le militant Loïc Schneider condamné à trois ans de prison

10 juillet 2020 / [Franck Dépretz \(Reporterre\)](#)



Vendredi 10 juillet s'est tenu le procès de Loïc Schneider, un militant poursuivi pour des dégradations survenues lors des manifestations contre le G20 à Hambourg, en 2017. Il a été condamné à trois ans de prison ferme, mais a fait appel et reste libre jusqu'au nouveau procès.

- *Actualisation samedi 11 juillet à 12 h 15* - Loïc Schneider reste libre et n'est pas en prison, indique son blog [La neige sur Hambourg](#). Les 16 mois de prison qu'il a déjà effectué sont à déduire de cette peine et il est commun en Allemagne de n'effectuer que les deux tiers d'une peine lors de la première incarcération. Loïc devrait donc théoriquement retourner en prison pour une durée de huit mois. Mais ses avocats ont décidé de faire appel et sont convaincus que le procureur en fera autant dans les heures qui viennent. Cet appel étant suspensif, il restera libre jusqu'à ce second jugement qui ne devrait pas intervenir avant un an. D'ici là, aucun contrôle judiciaire ne lui est imposé, il peut donc quitter Hambourg et aller où bon lui semble.

-
- *Actualisation vendredi 10 juillet à 12 h 45* — Loïc Schneider a été condamné ce matin par le tribunal régional de Hambourg à une peine de prison de trois ans. Les quatre coaccusés ont été condamnés à des peines, pour l'un d'un an et cinq mois de prison avec sursis, pour un autre d'un an et trois mois de prison avec sursis, et pour les deux autres de 20 missions de six heures chacun pour atteinte à la paix publique.

Les cinq hommes poursuivis faisaient partie des quelque 220 personnes portant des cagoules noires qui ont mis le feu à des voitures et à des bâtiments sur l'Elbchaussee le matin du 7 juillet 2017, brisant de nombreuses vitres et maculant les maisons de peinture.

Voici ce qu'il y a quelques mois Loïc Schneider avait écrit : « *Après un an et quatre mois d'enfermement, comment assembler les mots ? Comment connecter la réalité carcérale à la zone du dehors, briser le mur qui le sépare ? En prison, je me suis effacé, je n'ai plus pensé à moi. J'ai*

fait le vide afin de ne pas souffrir. Je me suis également fermé à mes souvenirs, à ce qui se passe au-delà de ces murs afin de me concentrer sur cette nouvelle vie avec les autres détenus. Ce fut une des raisons pour laquelle j'ai eu peu de forces pour répondre aux nombreuses lettres reçues. Aujourd'hui, je remarque que je ne ressens plus grand chose, que je n'ai plus de passion (si ce n'est la neige). Il y a un vide. Mon esprit est ailleurs. Une nouvelle conception de temps m'habite, j'ai des moments de contemplations, de silences, d'absences. »

► Sources : [Die Welt](#) et pour le texte de Loïc Schneider, [Lundi matin](#)

► Article original vendredi 10 juillet à 10 h

En Allemagne, procès extrême contre un antinucléaire poète et maraîcher

- *Hambourg (Allemagne), reportage*

« *Demain, c'est mon dernier jour de travail. Après le procès, j'aimerais bien vivre à la campagne.* » Entre deux pelletés de terre, Loïc Schneider n'arrive pas à réaliser qu'il vit peut-être ses derniers jours de liberté, fût-elle conditionnelle. Ce grand gaillard de 24 ans se ressaisit. « *Enfin, la campagne... Si je ne retourne pas en prison...* » Ce vendredi 10 juillet, il risque une remise en détention directe à la fin de son procès qui se tient au bâtiment de la justice pénale du tribunal d'instance de Hambourg, au nord de l'Allemagne.

Nous l'avons rencontré lundi au milieu d'immenses bâtisses d'un quartier résidentiel du nord de la ville. Depuis décembre 2019, il est en liberté conditionnelle, bloqué dans cette métropole portuaire internationale et tentaculaire qui le sépare de près de 800 kilomètres de ses proches. Il travaille deux jours par semaine comme ouvrier et jardinier pour une auto-entrepreneuse. « *C'était l'une des conditions requises par le tribunal pour ne pas retourner en prison. J'imagine que, pour eux, ce doit être une preuve que je suis bien intégré* », rigole-t-il, les mains dans la terre, avant de poser les dalles de la terrasse qu'il construit devant la demeure d'une vieille dame.



Loïc Schneider, 24 ans, est en liberté conditionnelle depuis décembre 2019, bloqué à Hambourg, à près de 800 kilomètres de ses proches.

Le 22 juin dernier, le procureur a requis une peine de prison de quatre ans et neuf mois à son encontre pour des faits de « *dégradations de biens en réunion, attaque de personnes avec un outil dangereux, incendie de véhicules, agression d'un policier et port d'armes* », survenus au cours des

manifestations contre la tenue du [G20 à Hambourg](#) les 7 et 8 juillet 2017. Les quatre autres prévenus du « *procès du G20* » qui s'est étalé sur près de 70 audiences en un an et demi, la plupart à huis clos, encourtent entre deux et trois ans de prison. Sur les 146 personnes condamnées à la suite de leur participation au G20 [1], Loïc a subi la peine de prison la plus longue. Ce maraîcher de formation a déjà passé seize mois au centre de détention de la ville hôte du sommet des principales puissances économiques mondiales.

Le procureur veut rendre responsable les cinq prévenus de l'ensemble des dégâts survenus le 7 juillet 2017

« *J'ai rencontré Loïc via un groupe de solidarité pour les prisonniers* », raconte la cheffe de Loïc. Était-elle au courant de sa situation ? « *Ç'aurait été difficile de ne pas l'être !* » répond-elle dans un grand sourire. La vieille dame apporte le café. Elle, en revanche, n'est pas au courant. Loïc n'a pas trop intérêt à s'épancher sur ce sujet. « *Autant en France on n'en parle pas, autant en Allemagne c'est un procès très politique et médiatique. [La presse nous associe à des terroristes.](#)* » Le procureur, lui, [a affirmé lors du procès](#) que le contre-sommet du G20 « *n'était pas une manifestation. La seule chose qui a été démontrée ici était une volonté de recourir à la violence et une rage destructrice* ».



Il travaille deux jours par semaine, « une des conditions requises pour ne pas retourner en prison ».

Il est 17 heures. Toutes les dalles de la terrasse de la vieille dame sont désormais posées. Pour rentrer chez lui, trois quarts d'heure de trajet attendent Loïc. Il enfle son gilet orange, enfourche son vélo. « *Il pèse neuf kilos ! lance-t-il fièrement. Dans le commerce, un vélo de course comme celui-là coûte au moins 1.200 euros !* » Ce sont les quatre autres prévenus du procès du G20 qui l'ont fabriqué, pièce par pièce, et offert à Loïc en cadeau. « *Normalement, dit-il, on n'avait pas le droit de se parler avant le procès. Mais on s'est croisé par hasard en balade dans la cour de la prison... Ils sont d'origine kurde. Au G20, ils étaient venus manifester contre Erdogan, le président turc, qui a torturé leurs parents.* »

Âgés de 19 à 25 ans, ils encourtent deux à trois ans de prison ferme. « *Juste pour avoir marché en manif...* précise Loïc. *Et moi, je risque un an et neuf mois supplémentaire pour avoir jeté deux bouteilles de bière vides vers des policiers – sans les atteindre – et deux pierres sur un canon à eau*

blindé qui venait d'arroser une vieille dame que j'aidais à traverser. » Chaque fois, des vidéos prouvent ses dires. Le procureur l'accuse aussi d'avoir jeté un pétard dans une banque. « *Il a cru reconnaître ma "façon de marcher" sur une vidéo. C'est tout ce qu'il a comme preuve... »*

Le « *procès du G20* » a ceci de particulier que le procureur veut rendre responsable les cinq prévenus de l'ensemble des dégâts – estimés à au moins un million d'euros – survenus le 7 juillet 2017 au cours de la manifestation sur l'Elbechaussée, l'une des artères les plus huppées de la ville, où les villas côtoient les demeures seigneuriales. Ils ne sont pas accusés d'avoir brûlé des voitures ou brisé des vitres : ils sont accusés d'avoir apporté, par leur seule présence, un « *soutien psychologique* » à l'infime partie des 220 manifestants qui ont brûlé des voitures, brisé des vitres, etc. Sur les cinq prévenus, un seul est accusé d'avoir commis un crime : Loïc, pour le pétard qu'il dément avoir lancé dans une banque...



Les quatre autres prévenus du procès du G20 ont fabriqué et offert un vélo à Loïc.

Sa tignasse ébouriffée, sous l'effet du vent, est plaquée en arrière. Loïc dévale maintenant les artères de la deuxième plus grande ville d'Allemagne à plein pot, frisant les 35, voire 40 km/h sur son vélo. Il avait à peu près 19 ans la première fois que nous l'avons croisé sur notre route, à Nancy, en Lorraine, où il est né. En vélo déjà. Et c'est en vélo aussi qu'il a failli rejoindre la ZAD de [Notre-Dame-des-Landes](#) pour la première fois – si sa chaîne n'avait pas lâché au 400e kilomètre – en s'avalant les pavés de Tolstoï ou de Henry David Thoreau [2] sur la route.

Sous le coup d'un mandat d'arrêt européen, Loïc avait choisi de cultiver fruits et légumes à Notre-Dame-des-Landes

Loïc était alors un peu moins pâle, un peu moins sec. Il avait six procès en moins et quelques kilos en plus. Il n'avait jamais connu la solitude et la violence de la prison, enfermé 23 heures sur 24 dans une cellule de deux mètres sur trois. Son premier procès remonte à novembre 2015. Il était parvenu, avec deux autres personnes, à bloquer, quelques minutes à peine, les sites Internet de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs ([Andra](#)), de [Cigéo](#), du conseil général de Meuse ou encore du conseil régional de Lorraine. Loïc dénonçait le gaspillage d'argent public et le déni de démocratie liés au projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, en Meuse. Il avait été [condamné à quatre mois de prison avec sursis](#) et 5.000 euros de dédommagement collectif. Il était [Anonymous](#).

Poète aussi. Il avait publié un [recueil de vers](#) dans une maison d'édition de Nancy. Désormais, ce sont ses amis, réunis en comité de soutien, qui publient ses textes sur un [blog qui lui est dédié](#). Plus

récemment, il est retourné à Notre-Dame-des-Landes durant les trois mois où la police le cherchait partout pour le remettre aux autorités allemandes, afin qu'il soit jugé pour sa participation au G20 de Hambourg. Alors que, depuis mai 2018, un mandat d'arrêt européen était émis contre lui, Loïc avait choisi la cavale. En réalité, il cavalait moins qu'il ne cultivait – des melons, haricots, concombres, courgettes sur des terres abandonnées. *« Je me trouvais dans l'un des seuls endroits en France où la police n'intervenait pas, se souvient-il. Je continuais d'appeler mes proches, alors que je savais que j'étais recherché et mis sur écoute. »*



Juillet 2020. Loïc termine la terrasse dans la propriété privée d'une vieille dame.

Loïc choisit tout de même de rentrer à Nancy pour son anniversaire en août 2018. Il passe quatre jours tranquillement chez lui avant d'être arrêté sous les yeux de sa petite sœur, mise genoux à terre, mains sur la tête, au terme d'une course poursuite épique en chaussettes qui s'est terminée dans le garage de son voisin [3]. *« On allait préparer une grosse opération pour venir te chercher à Notre-Dame-des-Landes. Mais finalement t'es venu à nous »,* lui auraient glissé les policiers.

Parmi les policiers, gendarmes, agents de la brigade anti-criminalité (BAC), il reconnaît certains membres des forces de l'ordre avec qui il a eu affaire quelques mois plus tôt, en février 2017, pour sa participation à l'action de dégradation des grilles qui entourent l'écothèque de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) à Bure. *« Nous assumons le sabotage face au désastre nucléaire, [clamait-il alors devant le tribunal](#). Que valent quelques grilles tombées face au risque d'une contamination radioactive et la destruction complète d'un territoire ? »*



Loïc, le 18 février 2017, juste avant son arrestation lors de l'opération qui a fait tomber les grilles entourant l'écothèque de l'Andra.

À la suite du G20, le gouvernement a créé une commission d'enquête spéciale, le Soko Schwarzer Block, pour retrouver les émeutiers du G20 dans toute l'Europe. La police de Hambourg a multiplié les avis de recherches et lancé avec les procureurs *« la plus grande enquête publique de l'histoire de la République fédérale »*, comme on peut l'entendre dans le documentaire [La Violence noire](#), diffusé en mai 2018 sur la première chaîne de télévision généraliste publique fédérale allemande.

« Au cours de mon procès, j'ai appris qu'il y avait à peu près 80 gigaoctets de vidéos rien que sur moi »

Les policiers disposent d'une base de vidéos de plus de sept téraoctets. Pour retrouver les photos relatives à un même « suspect », ils sont aidés de logiciels de reconnaissance faciale assistée par ordinateur ou de stockage de données biométriques. « Au cours de mon procès, j'ai appris qu'il y avait à peu près 80 gigaoctets de vidéos rien que sur moi », témoigne Loïc.

Sur un site Internet, le Soko Schwarzer Block a publié les photos de dizaines de manifestants provenant de caméras de vidéo-surveillance, des téléphones portables de personnes qui ont répondu à l'appel à témoins ou même de rushes de journalistes. Et cet appel à délation a été suivi de nombreuses perquisitions et arrestations menées en France, Espagne, Italie et Suisse.



Un appel à délation organisé par le Soko Schwarzer Block, à l'attention des médias allemands, pour retrouver les émeutiers du G20 dans toute l'Europe — Loïc est à droite.

« Une rencontre a eu lieu entre les gendarmes de Bure et Commercy et les policiers venus de Hambourg avant mon arrestation, assure Loïc. Dans un dossier versé au tribunal en cours de procès, le commandant à la tête de la compagnie de gendarmerie de [Commercy](#) leur a dit que c'est bien moi qu'ils cherchaient. » De là à dire qu'il y a un lien entre la lourdeur de la peine de prison requise contre lui et son passif de militant anarchiste antinucléaire... « Non, refuse-t-il d'emblée. Ça a pu jouer, mais ils m'auraient probablement arrêté même si je ne militais pas à Bure : ils l'ont bien fait pour d'autres personnes en Suisse. Je pense que leur intérêt est de [criminaliser la lutte à Bure](#) en m'accusant d'actes effrayants et en démontrant qu'il y a des réseaux structurés de "militants professionnels". »

« La manifestation contre le G20 venait à peine de commencer quand la police a chargé »

Nous retrouvons Loïc à l'Hafenstraße, cette rue du fameux quartier Sankt Pauli, bastion du mouvement autonome et anarchiste de Hambourg. C'est là qu'a eu lieu l'une des premières manifestations anti-G20, baptisée « Welcome to hell », qui rassemblait 10.000 personnes. Loïc pointe du doigt le mur de deux mètres de haut parallèle à la route et surmonté par une promenade

piétonne. « *La manifestation venait à peine de commencer quand la police a chargé, dit-il. On m'avait beaucoup parlé de la [stratégie de la désescalade de la police allemande](#)... Et là je vois des gens escalader un mur pour éviter de se faire défoncer le crâne par les matraques de la police. Dès le début, il y avait cette volonté de ne pas laisser s'exprimer les manifestants.* »



Pour le Sénat allemand, il semblerait que les violences policières aient toutes été justifiées, révèle [le quotidien alternatif Taz](#). Sur les 150 procédures d'enquête menées par le parquet à l'encontre des policiers, 120 sont déjà closes. Aucune n'a débouché sur une accusation. Pour l'instant, la seule violence policière qui ait été condamnée – à une amende de 3.200 euros – est celle commise par... [un policier en civil présent en manifestation](#). La victime – son collègue donc – aurait subi des douleurs suite à un étirement au niveau du ligament de l'auriculaire. Quant aux 797 policiers qui ont signalé des blessures lors de la manifestation du G20, ils ont tous été [autorisés à prendre des vacances à la plage financées par des dons](#).

Loïc aussi rêve de plage, cet été, avec ses parents, ses sœurs. Or, s'il venait à être libéré à l'issue de son audience, ce vendredi, deux autres procédures en appel l'attendent à sa sortie de Hambourg pour ses précédentes actions. Et là aussi, de la prison ferme est requise... « *Lorsqu'ils m'ont arrêté chez mes parents, se rappelle Loïc, les gendarmes de Bure m'ont dit que le procès sur le G20 va bien les servir à salir mon image. Et ils sous-entendent que, dès qu'ils en auront fini avec Hambourg, je les reverrai pour Bure.* »

[1] Selon le journal allemand *Hamburger Abendblatt*, [cité par Basta !](#).

[2] Homme de lettres, philosophe, naturaliste et écologiste, Thoreau a créé un personnage iconoclaste de sage vivant dans les bois afin de mieux dénoncer les erreurs de l'Amérique du milieu du XIXe siècle, et ses manquements aux idéaux proclamés, selon l'encyclopédie [Universalis](#).

[3] Il raconte cet épisode dans [sa première déclaration au tribunal](#).